

Sentiments à l'égard de l'efficacité et de l'équité gouvernementales

Les pays de l'OCDE possèdent certains des régimes de protection sociale les plus complets au monde. Ils consacrent en moyenne plus de 20 % de leur PIB à des politiques sociales qui assurent des services de santé publique, de logement et des services aux familles, des aides aux personnes âgées, comme les pensions publiques, et un soutien au revenu aux personnes dans le besoin. Les études sur la redistribution et la pauvreté indiquent que, dans de nombreux cas, ces politiques sociales sont efficaces. Or, l'enquête *Des risques qui comptent* révèle une insatisfaction généralisée à leur égard : les programmes publics ne parviennent pas à servir tous les groupes et les politiques ne correspondent pas toujours aux besoins et aux attentes.

En moyenne, une personne sur cinq seulement pense qu'elle pourrait facilement bénéficier de prestations publiques si elle en avait besoin, le pourcentage des répondants en *désaccord* avec cet énoncé étant nettement supérieur à 50 % dans les 21 pays de l'enquête (graphique 3.3). Le plus grand nombre de personnes certaines de pouvoir en bénéficier se trouve au Canada (où 34 % des répondants se disent d'accord ou tout à fait d'accord avec l'énoncé), aux Pays-Bas (38 %), et en Norvège (35 %).

La plupart des personnes estiment ne pas recevoir une part équitable de prestations publiques compte tenu des impôts et cotisations sociales qu'elles versent. La réponse la plus courante à l'énoncé « J'ai le sentiment de recevoir une part équitable des prestations publiques compte tenu des impôts et cotisations sociales que je verse » a été « pas d'accord » ou « pas du tout d'accord » (59 % en moyenne) dans tous les pays à l'exception du Danemark et de la Norvège (graphique 3.4). Au Chili, en Grèce, en Israël et au Mexique, trois quarts ou plus des personnes se sont déclarées « pas d'accord » avec cette affirmation (OCDE 2019).

Dans le même temps, le sentiment que d'autres reçoivent plus que ce à quoi ils devraient avoir droit est très répandu. Globalement, dans les 21 pays, deux tiers des répondants se disent (tout à fait) d'accord avec l'assertion « De nombreuses personnes bénéficient de prestations publiques auxquelles elles n'ont pas droit » (ibid.).

Ce sentiment d'injustice dérive de l'idée couramment admise selon laquelle les autorités ne travaillent pas pour le peuple, ou ne l'écoutent pas. Dans tous les pays ayant participé à l'enquête sauf quatre (Canada, Danemark, Norvège et Pays-Bas), une majorité de répondants se disent *pas d'accord* avec l'affirmation « Je pense que les autorités tiennent compte de l'avis des personnes comme moi au moment de concevoir ou de réformer les prestations publiques » (graphique 3.5). Dans des pays comme la France, la Grèce, Israël, la Lituanie, le Portugal et la Slovaquie, cette proportion atteint 70 % ou plus (graphique 3.5). Ces sentiments se retrouvent dans la plupart des catégories sociales, et ne se limitent pas aux laissés-pour-compte. Singulièrement, malgré l'idée couramment répandue selon laquelle les jeunes comptent parmi les plus désabusés à

l'égard de la puissance publique, les répondants âgés de 18 à 29 ans sont nettement moins susceptibles que d'autres de penser que leur avis n'est pas pris en compte dans le débat politique (ibid.).

Malgré un sentiment généralisé d'injustice et de désenchantement, les populations continuent d'exprimer de la compassion et de soutenir les politiques de redistribution en faveur des pauvres. À la question de savoir pourquoi certains vivent dans la pauvreté, la réponse la plus courante dans 17 des 21 pays a été « l'injustice de la société » : 71 % des Portugais et 68 % des Mexicains ont mentionné l'injustice comme étant la cause fondamentale de la pauvreté, de même que deux tiers des répondants en Allemagne, en France et en Slovaquie (OCDE, 2019). En parallèle, dans tous les pays ayant participé à l'enquête, plus de la moitié des répondants ont estimé que l'État devrait davantage taxer les riches qu'il ne le fait actuellement afin d'aider les pauvres. En Allemagne, en Grèce, au Portugal et en Slovaquie, ce pourcentage atteint 75 % ou plus (ibid.).

Définition et mesure

Les graphiques 3.3, graphique 3.4 et graphique 3.5 présentent les résultats de l'enquête 2018 de l'OCDE *Des risques qui comptent* (voir le chapitre 2 pour de plus amples informations à ce sujet). Au graphique 3.3, les répondants devaient indiquer dans quelle mesure ils étaient d'accord ou pas d'accord avec l'énoncé : « Je pense que je pourrais facilement bénéficier de prestations publiques si j'en avais besoin ». Au graphique 3.4, ils devaient indiquer dans quelle mesure ils étaient d'accord ou pas avec l'affirmation : « J'ai le sentiment de recevoir une part équitable des prestations publiques compte tenu des impôts et cotisations sociales que je verse ». Au graphique 3.5, ils devaient faire de même pour l'assertion : « Je pense que les autorités tiennent compte de l'avis des personnes comme moi au moment de concevoir ou de réformer les prestations publiques ».

Les réponses possibles à ces trois questions étaient : « pas du tout d'accord » ; « pas d'accord » ; « ne sait pas » ; « d'accord » ; « tout à fait d'accord ».

Pour en savoir plus

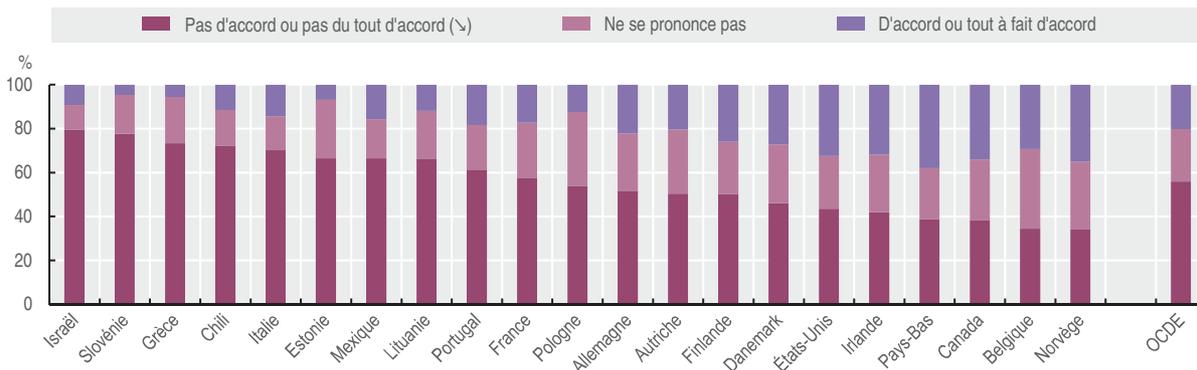
OCDE (2019), *Des risques qui comptent : Résultats préliminaires de l'enquête internationale 2018 de l'OCDE sur les risques sociaux et économiques*, Éditions OCDE, Paris, www.oecd.org/fr/social/risks-that-matter.htm.

3. POINTS DE VUE SUR LES RISQUES SOCIAUX ET L'EFFICACITÉ GOUVERNEMENTALE

Sentiments à l'égard de l'efficacité et de l'équité gouvernementales

3.3. Rares sont ceux qui pensent pouvoir facilement bénéficier de prestations publiques s'ils en avaient besoin

Répartition des réponses à l'affirmation : « Je pense que je pourrais facilement bénéficier de prestations publiques si j'en avais besoin », 2018

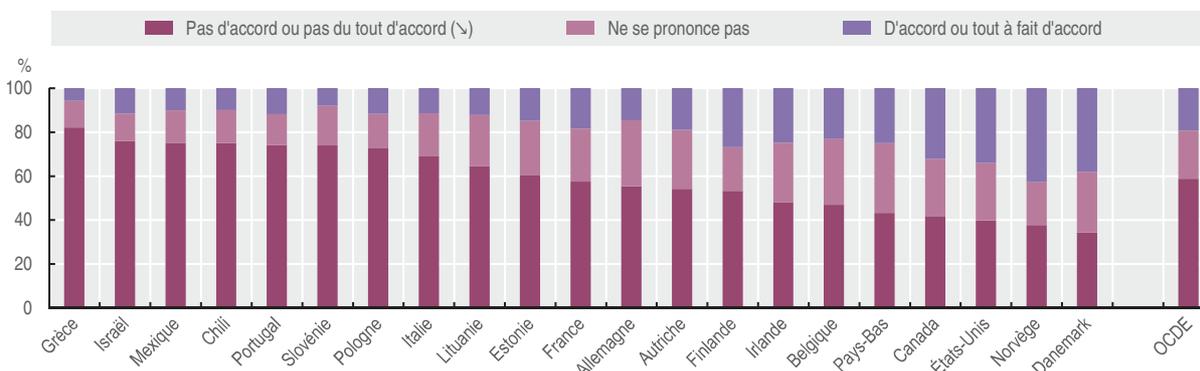


Source : Estimations du Secrétariat de l'OCDE fondées sur l'enquête de l'OCDE *Des risques qui comptent* (2018), www.oecd.org/fr/social/risks-that-matter.htm.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933938344>

3.4. De nombreuses personnes estiment ne pas bénéficier des prestations auxquelles elles devraient avoir droit compte tenu des impôts qu'elles paient

Répartition des réponses à l'affirmation : « J'ai le sentiment de recevoir une part équitable des prestations publiques compte tenu des impôts et cotisations sociales que je verse », 2018

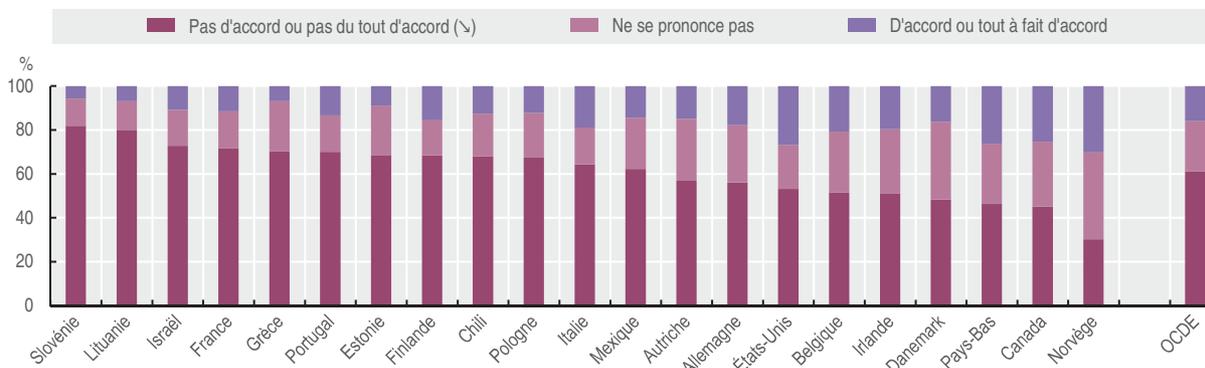


Source : Estimations du Secrétariat de l'OCDE fondées sur l'enquête de l'OCDE *Des risques qui comptent* (2018), www.oecd.org/fr/social/risks-that-matter.htm.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933938363>

3.5. Dans la plupart des pays, les répondants estiment que le gouvernement ne tient pas compte des avis de la population au moment de concevoir les régimes de prestations publiques

Répartition des réponses à l'affirmation : « Je pense que les autorités tiennent compte de l'avis des personnes comme moi lorsqu'elles conçoivent ou réforment les prestations publiques », 2018



Source : Estimations du Secrétariat de l'OCDE fondées sur l'enquête de l'OCDE *Des risques qui comptent* (2018), www.oecd.org/fr/social/risks-that-matter.htm.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933938382>



Extrait de :
Society at a Glance 2019
OECD Social Indicators

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/soc_glance-2019-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2019), « Sentiments à l'égard de l'efficacité et de l'équité gouvernementales », dans *Society at a Glance 2019 : OECD Social Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/210a24d7-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.